

Burundi : l'UE a haussé le ton mais sans toucher à l'aide accordée à ce pays

RFI, 19 février 2012 L'Union européenne continuera à soutenir financièrement le Burundi L'Union européenne, premier bailleur de fonds du Burundi, ne cache plus son inquiétude devant l'évolution de ce pays au cours des derniers mois : violations des droits de l'homme, exécutions extrajudiciaires, affaires de corruption, manque d'indépendance de la justice. Elle a haussé le ton depuis quelques jours, mais sans toucher à l'aide accordée à ce pays, au grand dam de l'opposition burundaise. En moins d'une semaine, le chef de la délégation de l'Union européenne au Burundi, Stéphane De Loecker, jusqu'ici très discret, a publié un communiqué et accordé des interviews à la presse.

Ce 17 février, au sortir d'un dialogue politique entre l'Union européenne et le gouvernement burundais, il a été très clair au sujet par exemple sur les nombreux cas d'exécution extrajudiciaire et de torture, relevés dans ce pays : « C'est quelque chose d'accepté. On ne tue pas les gens et on ne les torture pas ». Mais l'Union européenne, qui donne chaque année entre 80 et 100 millions d'euros au Burundi, une aide vitale au sens premier du terme pour ce pays, l'un des plus pauvres au monde, assure qu'elle va continuer à soutenir un État qu'elle qualifie de « fragile » : « Pour nous l'Union européenne, c'est une simplicité évidente : au-delà de ces difficultés [abus des droits de l'homme NDLR], le Burundi reste une priorité. Nous ne pouvons pas diminuer le soutien à ce pays ». Le pouvoir burundais a immédiatement applaudi des deux mains ce discours. L'opposition elle se dit « satisfaite » par ces critiques, mais elle demande à l'Union européenne de ne pas accorder au gouvernement burundais d'aide budgétaire comme le défend Léon Nkundakumana, président de l'ADC-Ikibiri qui regroupe les principaux partis d'opposition : « Il ne faut pas que cette aide passe par un gouvernement qui se comporte comme une clique de quelques individus au pouvoir ».